



Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2021.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : **612 141 030,00 euros**

- Section d'investissement : **586 021 989,00 euros**

Total **1 198 163 019,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	45 897 261,00		45 897 261,00
931	Sécurité et salubrité publiques	18 831 930,00		18 831 930,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	102 980 640,00		102 980 640,00
934	Santé et action sociale	1 180 987,00		1 180 987,00
935	Aménagement des territoires et habitat	30 317 813,00		30 317 813,00
936	Action économique	17 520 189,00		17 520 189,00
937	Environnement	118 055 945,00		118 055 945,00
938	Transports	112 650 673,00		112 650 673,00
940	Impositions directes	25 045 655,00		25 045 655,00
941	Autres impôts et taxes	150 000,00		150 000,00
943	Opérations financières	21 290 000,00		21 290 000,00
946	Transferts entre les sections		86 839 710,00	86 839 710,00
953	Virement à la section d'investissement		31 380 227,00	31 380 227,00
Total		493 921 093,00	118 219 937,00	612 141 030,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	14 538 442,00		14 538 442,00
931	Sécurité et salubrité publiques	436 000,00		436 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	9 266 771,00		9 266 771,00
935	Aménagement des territoires et habitat	5 713 693,00		5 713 693,00
936	Action économique	4 573 313,00		4 573 313,00
937	Environnement	96 360 979,00		96 360 979,00
938	Transports	100 696 856,00		100 696 856,00
940	Impositions directes	211 794 476,00		211 794 476,00
941	Autres impôts et taxes	78 771 600,00		78 771 600,00
942	Dotations et participation	46 000 000,00		46 000 000,00
943	Opérations financières	16 500,00		16 500,00
946	Transferts entre les sections		43 972 400,00	43 972 400,00
Total		568 168 630,00	43 972 400,00	612 141 030,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	19 926 675,00		19 926 675,00
901	Sécurité et salubrité publiques	1 290 825,00		1 290 825,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	35 203 822,00		35 203 822,00
905	Aménagement des territoires et habitat	59 524 352,00		59 524 352,00
906	Action économique	21 902 792,00		21 902 792,00
907	Environnement	23 399 364,00		23 399 364,00
908	Transports	144 781 859,00		144 781 859,00
921	Taxes non affectées	1 500 000,00		1 500 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	140 133 500,00		140 133 500,00
925	Opérations patrimoniales		94 386 400,00	94 386 400,00
926	Transferts entre les sections		43 972 400,00	43 972 400,00
Total		447 663 189,00	138 358 800,00	586 021 989,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	85 000,00		85 000,00
901	Sécurité et salubrité publiques	80 000,00		80 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 643 641,00		2 643 641,00
905	Aménagement des territoires et habitat	15 197 999,00		15 197 999,00
906	Action économique	1 915 000,00		1 915 000,00
907	Environnement	5 433 721,00		5 433 721,00
908	Transports	26 808 471,00		26 808 471,00
921	Taxes non affectées	3 000 000,00		3 000 000,00
922	Dotations et participations	30 091 800,00		30 091 800,00
923	Dettes et autres opérations financières	287 082 543,00		287 082 543,00
925	Opérations patrimoniales		94 386 400,00	94 386 400,00
926	Transferts entre sections		86 839 710,00	86 839 710,00
951	Virement de la section de fonctionnement		31 380 227,00	31 380 227,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	1 077 477,00		1 077 477,00
Total		373 415 652,00	212 606 337,00	586 021 989,00

Conformément à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article D.5217-21 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement. Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En matière de provisions, l'article D.5217-22 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations. Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants : « 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ; 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ; 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public. »

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le budget primitif 2021 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- de prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales en annexe du rapport de présentation du budget primitif 2021 ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux provisions et dépréciations ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 9 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157116-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport BP2021 3M VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.